

baisse. En 1991, la diaspora indienne à l'étranger a conséquemment commencé à retirer ses actifs de l'Inde. La crise de balance des paiements qui en a résulté en 1991 a forcé l'Inde à demander l'aide de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international (FMI).

En juillet 1991, soit peu après que le parti du Congrès eût remporté les élections nationales, le gouvernement de M. Rao a lancé un train de réformes économiques. Les décisionnaires indiens étaient alors confrontés à plusieurs problèmes. Par exemple :

- La faible performance économique de l'Inde par rapport à d'autres pays de l'Asie de l'Est, et plus particulièrement la Chine.²
- La dissolution du système soviétique et les sombres perspectives offertes au groupe des pays non alignés.
- Le rejet de plus en plus net de la philosophie de l'économie dirigée, un concept en fait étranger à l'ethos indien traditionnel privilégiant une société commerciale ouverte. La soie, le coton et les épices des Indes étaient fort prisés, même par l'Empire romain, et l'Inde a entretenu des contacts commerciaux privés avec l'Asie de l'Est et le Moyen-Orient pendant plus de deux mille ans.
- La prise de conscience du fait que l'investissement direct des non-Indiens est essentiel pour attirer un investissement stable générateur de technologie occidentale. L'investissement des INR, qui avait l'avantage de ne pas trop inquiéter les nationalistes indiens ni les intégristes hindous, n'a été ni considérable ni stable. On a donc compris que l'Inde devrait moduler son approche nationaliste de l'investissement étranger direct. Ayant perdu quarante ans pour expérimenter un mode de gestion économique axée sur des plans quinquennaux, les entreprises indiennes avaient besoin de se redonner des compétences en gestion de tout premier ordre, des

²Sur ce dernier point, voir Jagdish Bhagwati, *India in Transition: Freeing the Economy*, Oxford University Press, 1993.